

Consultation publique de l'ARCEP portant sur le prochain cycle d'analyse des marchés (2021/2024)

Réponse de l'AVICCA

(14 septembre 2020)

Préambule général

Dans sa réponse du 15 mars 2020 à la première consultation de l'Arcep sur le prochain cycle d'analyse des marchés, l'Avicca avait globalement émis un satisfecit malgré quelques points de désaccord.

La présente réponse à la consultation ne reprend pas l'intégralité des points précédemment abordés, mais uniquement ceux où :

- l'Avicca regrette l'absence d'évolution de la réglementation sur des sujets pourtant critiques,
- l'Avicca déplore un recul de la stratégie initiale du régulateur,
- une ambiguïté du positionnement de l'Avicca pouvait transparaître et qu'il convenait de clarifier.

Si la tonalité de cet exercice spécifique est donc plutôt critique, **il ne peut et il ne doit en être déduit que l'Avicca s'attaque dans sa globalité au nouveau projet de régulation qui reste**, malgré les reculs ou les changements espérés mais non retenus par le régulateur, **essentiellement positif**, que ce soit sur la détermination d'un opérateur exerçant une influence significative, les points autres que ceux abordés dans la présente réponse s'agissant de l'extinction du cuivre, la fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse et le projet de décision symétrique sur les points autres que le recul sur la complétude de la ZTD et les modalités d'accès des cofinanceurs.

Marché de l'accès au génie civil

Si l'Avicca accueille favorablement l'offre pour déployer des câbles de fibre optique de collecte dans le GC, avec tarif orienté vers les coûts, elle regrette le retrait de l'obligation inconditionnelle de construction/rénovation des adductions manquantes ou inutilisables. Celles-ci sont la cause d'un grand nombre d'échecs de déploiements FttH. L'Avicca regrette d'autant ce recul que la disposition avait des vertus de péréquation.

Marché 3a

Fourniture en gros d'accès local en position déterminée

Extinction du cuivre :

L'Avicca note que l'écart, qui était déjà conséquent entre une fermeture « rapide » et une fermeture « normale », est désormais manifestement excessif : le délai de prévenance passe en effet de 18 mois dans certains cas à 36 mois systématiquement !

L'Avicca regrette vivement la définition du « nombre suffisant d'opérateurs » pour la fermeture « rapide » (laquelle n'est pas particulièrement rapide au demeurant). En effet, l'Arcep envisage deux cas :

- présence des 4 OCEN,
ou
- présence de SFR en FttLA et des 3 autres OCEN en FttH.

Cette régulation OCEN-centrée pose un problème de rupture d'égalité vis-à-vis des autres opérateurs alternatifs, dont certains disposent d'offres nationales. Or ces opérateurs sont particulièrement présents sur les RIP, où ils réalisent souvent d'excellents niveaux de commercialisation.

Il est désincitatif vis-à-vis de la délivrance d'une offre pour les MVNO, puisque leur présence ne compte pas. Enfin, il est discriminant vis-à-vis de la zone RIP où la mutualisation avance toujours aussi lentement et où à date, la mutualisation à 4 opérateurs y est deux fois moins importante qu'en zone AMII.

L'Avicca note également un effet de bord prévisible, celui d'accentuer la pression sur une collectivité n'acceptant pas les conditions financières imposées par un OCEN.

Pourtant, la fermeture du réseau cuivre peut ainsi rétablir l'équilibre et contrer la stratégie des opérateurs privés à l'égard des RIP FttH en étant un accélérateur du transfert, conforter ainsi l'économie du réseau fibre. Or il est constaté que les opérateurs achètent sélectivement les plaques et peuvent laisser certaines zones de côté, pour diverses raisons (moindre pression concurrentielle, coût incrémental plus élevé etc.). Sans présence concurrentielle en zone dégroupée, Orange pourrait être tenté de faire perdurer sa boucle cuivre, surtout en l'absence de dégroupage. Or c'est précisément là que les opérateurs alternatifs ont des parts de marché extrêmement faibles ; l'absence de parc d'abonnés à migrer ne les incite pas à prioriser ces zones pour leurs décisions de co-investissement.

Il faut rappeler que l'existence d'une offre activée sur le FttH permet à un opérateur, national ou d'envergure moindre, d'être présent dans un premier temps, et de monter ensuite sur l'échelle d'investissements. Il n'y a donc pas de raison de priver l'investisseur d'une zone rurale du bénéfice de l'extinction du cuivre.

L'Avicca invite l'Arcep à rajouter un 3^{ème} cas pour la fermeture dite rapide :

- présence de 2 OCEN et au moins 2 opérateurs alternatifs s'appuyant sur l'offre activée de l'opérateur d'infrastructures.

A tout le moins, l'Avicca demande que, dès lors que cette règle est respectée, le délai soit ramené à 12 mois. Il est nécessaire d'avoir un délai intermédiaire entre le délai de prévenance dit rapide et celui dit normal pour ce cas de figure.

Marché 3b

Fourniture en gros d'accès central en position déterminée à destination du marché de masse

L'Avicca n'a pas d'observation s'agissant des propositions de l'Arcep quant à ce marché.

Marché 4

Fourniture en gros d'accès de haute qualité : marché pertinent du haut et du très haut débit fixe

FttH

L'Avicca souligne depuis longtemps, comme de très nombreux autres acteurs, la persistance d'un niveau de concurrence particulièrement insuffisant sur le marché professionnel des communications électroniques.

L'Avicca réaffirme qu'une solution de type offre activée sans QoS renforcée et régulée à la charge de l'opérateur historique ne permettrait aucunement de résoudre ce problème d'absence de véritable concurrence. Certes, la délivrance d'une offre activée est essentielle pour faire enfin bouger les lignes sur le marché professionnel. Mais imposer cette solution à un acteur dominant semble devoir être une impasse. Il faut en effet qu'il coexiste plusieurs offres et non pas une seule proposée par l'opérateur dominant pour espérer dynamiser le marché. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que les RIP qui apportent le niveau de concurrence le plus élevé sur ce marché sont ceux qui délivrent, certes, une offre activée mais dont le délégataire n'est filiale d'aucun des opérateurs dominants du marché professionnel.

L'Avicca n'a donc jamais été demandeuse d'imposer une offre FttH activée régulée, pour autant, il convient que le régulateur exerce une vigilance toute particulière sur ce sujet.

BLOD

S'agissant de la ZF1, l'Avicca se désole que la définition reste inchangée, alors que l'Arcep avait envisagé de possibles évolutions de la réglementation applicable aux offres activées de boucle locale dédiée d'Orange. L'Avicca avait pourtant démontré, dans sa réponse de mars 2020 à la consultation Arcep, que la dérégulation d'Orange a bien un impact immédiat sur le marché professionnel, et compte tenu de la viscosité du marché entreprises, avec des contrats pluriannuels et une appréhension au changement d'opérateurs pour assurer la continuité de services critiques, l'Arcep ne peut exclure qu'on assiste à une augmentation des parts de marché d'Orange en ZF1 dans les années à venir.

L'Avicca regrette l'absence d'évolution du projet de réglementation sur la sortie de la réglementation de la ZF1. En effet, une commune bascule immédiatement en ZF1 dès que les trois critères retenus sont réunis, mais elle n'en sort qu'au bout d'un an au cas où un critère ne le soit plus, elle y soit maintenue un an. Ce choix devrait permettre de pouvoir restreindre durablement la concurrence sur le marché professionnel sur cette zone au bénéfice d'opérateur(s) dominants(s).

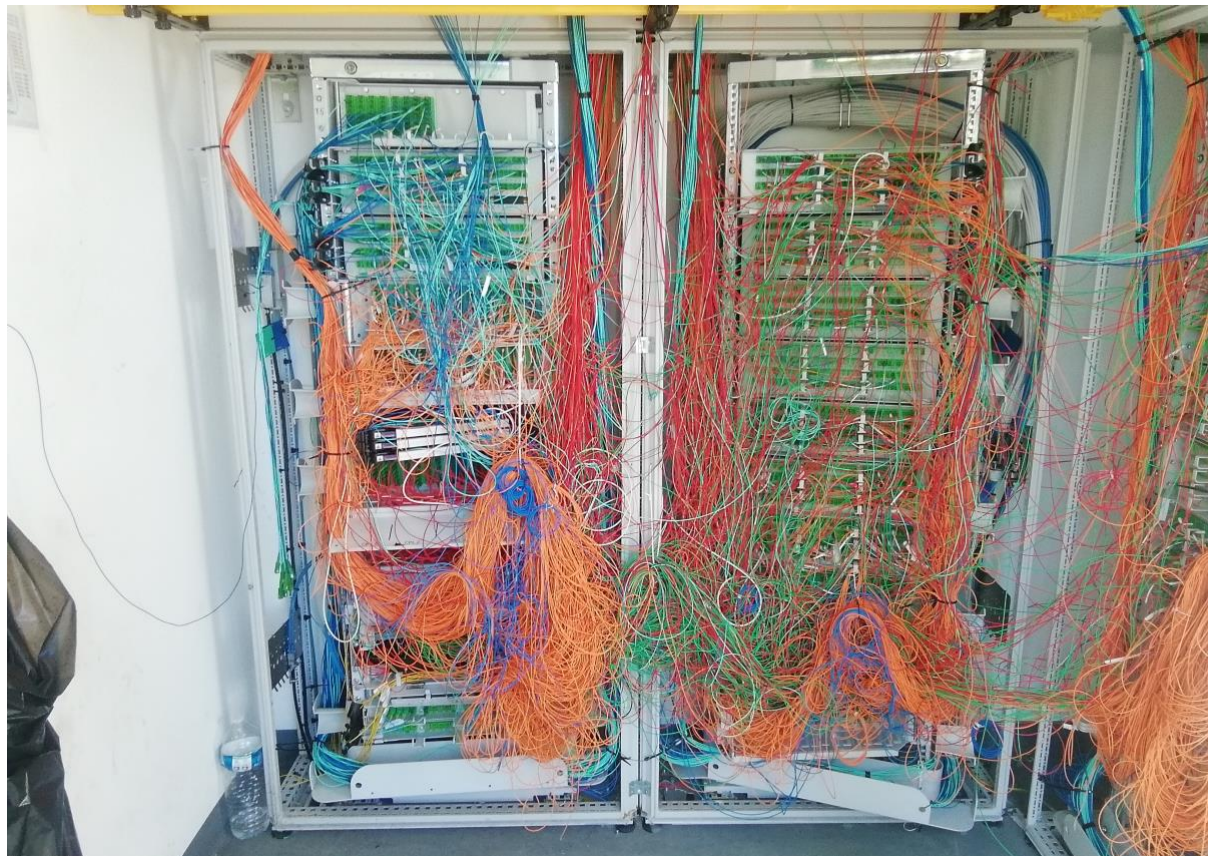
Dans ce contexte, et compte-tenu plus globalement du constat de la persistance d'une insuffisance de concurrence sur le marché entreprises, la suppression de l'obligation de non-éviction en ZF2 devient problématique, même si elle est tempérée par la mise en place de tests de reproductibilité tarifaire. Cette liberté pourrait permettre à Orange de baisser sélectivement ses tarifs là où une alternative existe en BLOD, alors même que les conditions de concurrence tels que définis pour la ZF1 ne seraient pas encore réunies. Pire, on peut même imaginer ces baisses sélectives vis-à-vis d'une BLOM alternative. Inversement, des tarifs de gros élevés pourraient subsister en l'absence de BLOM alternative (ou de QoS satisfaisante sur des BLOM récentes) permettant à Orange de maintenir ses revenus.

L'Avicca note que dans son projet mis en consultation, le régulateur change du tout au tout sa stratégie de régulation sur ces offres. Celle-ci porte clairement atteinte – et de manière difficilement remédiable (voir supra) - aux efforts d'investissement des collectivités locales dans le développement de nouvelles infrastructures de boucle locale dédiée. Elle porte toute autant atteinte aux investissements privés qui ont accompagné les projets des collectivités. L'Avicca s'étonne également du peu de cas qui est fait de ces réseaux publics par le régulateur, positionnement pour le moins étrange au vu des résultats de ces RIP 1G, et qui conduit à une dévalorisation de l'image et de l'attractivité de ces réseaux. Ce positionnement est pain béni pour les acteurs privés qui cherchent à tous prix à récupérer ces réseaux et pourront désormais le faire à bien moindre prix.

La crise sanitaire que nous traversons a mis en évidence la criticité de la faible numérisation des entreprises et des administrations. Or les RIP 1G ont depuis longtemps démontré leur capacité à rendre possible cette transition numérique des entreprises, grâce à la diversité des opérateurs et des offres de services proposées par les RIP.

Quant au choix du régulateur de privilégier l'architecture en fibre optique mutualisée plutôt que celle dédiée, l'Avicca s'interroge de plus en plus sur ce que la BLOM permettra réellement d'offrir aux acteurs professionnels comme qualité de service réelle. La qualité des réseaux déployée est, notamment en zone AMII, tellement mauvaise que les arrêts de commercialisation se multiplient de la part de l'opérateur d'infrastructures. Il semble que le dimensionnement du transport soit déjà, en plusieurs points du territoire, insuffisant simplement pour les offres de type grand public. Parier sur du FttE de manière massive semble pour le moment très risqué.

Quant au mode STOC, il aura fallu des années d'alertes de l'Avicca pour que les acteurs du marché arrivent simplement à sortir du déni. Et après une année de discussion (sans avoir associé les collectivités...), ces mêmes acteurs ont à grand peine sorti une procédure qui, un semestre après, n'est visiblement pas appliquée et/ou inefficace puisque les dégradations semblent au contraire s'accroître.



Or les prestataires des opérateurs qui massacrent aujourd'hui les SRO et les PBO seront les mêmes qui interviendront demain pour les raccordements pro. Comment dans un tel contexte de précarité persistante de la BLOM vouloir aussi vite enterrer la BLOD ?

L'Avicca estime que, pour peu qu'on cesse de les affaiblir, les offres BLOD ont un réel avenir et sauront proposer dans la durée des offres de services de qualité inégalable, afin de répondre à l'ensemble des besoins des entreprises et des administrations, notamment en termes de sécurisation. Aussi, il convient de ne pas laisser penser que la BLOM va répondre à l'intégralité des besoins, pas plus qu'il ne faut laisser penser que les réseaux BLOD proposant des débits dédiés, de très faibles taux de panne et des garanties de temps de rétablissement sans communes mesures avec la BLOM sont sans valeur. Ces deux réseaux sont amenés à cohabiter durablement de manière complémentaire pour peu que l'un ne soit pas sacrifié au bénéfice de l'autre.

Projet de décision symétrique

Dispositions et recommandations envisagées par l'Arcep précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique

Zones très denses :

Autant l'Avicca s'était félicité du changement de réglementation qu'elle réclamait depuis longtemps s'agissant de la ZTD (pour mémoire création d'obligations de complétude en ZTD), autant elle s'étonne et par conséquent regrette le retrait du projet d'extension de l'obligation de complétude aux ZTD.

L'Avicca comprend pleinement les critiques formulées à l'encontre du dispositif initialement prévu et qui, d'un certain point de vue, conduit à mettre sous pression l'opérateur historique qui porte à lui seul près de 80% des déploiements FttH sur cette zone. L'argument de la « sanction » du bon élève au détriment de ceux qui ne font que peu voire pas de déploiements est effectivement understandable.

Toutefois, les véritables sanctionnés sont et, hélas, resteront les habitants, entreprises et élus des zones concernées qui n'ont à aucun moment choisi d'être en zone très dense. Cette décision est d'autant plus regrettable que la complétude de cette zone patine et que, rien que sur Lille ou Clermont-Ferrand, moins de la moitié de la population dispose à date, d'un accès au FttH.

D'ailleurs, lorsque le Conseil départemental des Hauts-de-Seine avait décidé en 2006 de se lancer dans un RIP 100% FttH notamment pour éviter ce genre de situation, quelles n'avaient pas été les critiques, disant que le même objectif pouvait être atteint par les seuls opérateurs privés. Ce sont d'ailleurs les communes anciennement RIP des Hauts-de-Seine qui offrent au niveau national les meilleurs niveaux de complétude (hors Paris). Idem dans la Seine-Saint-Denis, où la zone RIP est raccordable à plus de 94%, quand la zone privée y plafonne à 79%. Même chose pour le Département de Seine-et-Marne, qui avait été poussé à abandonner son projet de fibrer également la seule commune en ZTD de son territoire : Champs-sur-Marne, qui plafonne à 78% de raccordables.

Il est clair que sans une intervention extérieure, que ce soit celle du régulateur ou d'une collectivité locale via un RIP, la complétude de la ZTD ne se fera pas. L'Avicca regrette vivement ce choix qui revient à dire aux personnes non-raccordables et aux élus qui les représentent que c'est comme ça et pas autrement et qu'on ne peut rien y faire, sauf à lancer un RIP FttH en zone très dense... Peut-être est-ce là une volonté cachée de ce recul ?